



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service de l'action administrative
et des moyens**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

Secrétariat général

**Direction
des affaires
financières**

Sous-direction de
l'enseignement privé

Bureau des
personnels enseignants
dans les établissements
d'enseignement privés
sous contrat
(DAF D1)

110, rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

et

**Service
de l'action
administrative
et des moyens**

**Sous-direction
des achats**

Bureau
de la stratégie
et de l'ingénierie
des achats
(SAAM B1)

61-65, rue Dutot
75 732 Paris cedex 15

Procédure n° MEN-SG-MPA-25014

Objet : Réalisation du rapport annuel relatif à l'équilibre financier du régime additionnel de retraite des maîtres de l'enseignement privé et de prestations de formation à destination des membres du comité de participation, pour le ministère chargé de l'éducation nationale

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
CONTEXTE.....	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE	5
3.1/ Allotissement.....	5
3.2/ Forme et montant du marché.....	5
3.3/ Procédure.....	5
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE 5 - NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	6
5.1 Mission 1 : Initialisation des prestations	6
5.1.1 Objet	6
5.1.2 Description	6
5.1.3 Livrables	7
5.1.4 Recette, livrables, délais de réception	7
5.2 Mission 2 : Etablissement du rapport relatif à l'équilibre financier du régime pour une année civile.....	8
5.2.1 Objet	8
5.2.2 Description	8
5.2.3 Livrables	9
5.2.4 Recette, livrables et délais de réception	10
5.3 Mission 3 : Formation à destination des membres du comité de participation	10
5.3.1 Objet	10
5.3.2 Description	10
5.3.3 Livrables	10
3. feuille d'émargement des participants à la formation à destination des membres du comité de participation.....	11
5.3.4 Recette, livrables et délais de réception	11
ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DE JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE	11
ARTICLE 8 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	13
ARTICLE 9 - OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION.....	14
ARTICLE 10 - CLAUSE DE REEXAMEN.....	14
ARTICLE 11 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	15
ARTICLE 12 - GARANTIE DE REVENDICATION	15

ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
ARTICLE 14 - CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS	17
14.1 / Interlocuteur désigné par le ministère	17
14.2 / Interlocuteur désigné par le titulaire	17
14.2.1/ Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire	17
14.2.2/ Récusation d'un intervenant par le ministère	17
ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE	18
15.1 Confidentialité	18
15.2 Protection des données personnelles (RGPD)	18
ARTICLE 16 - PENALITES	18
16.1 Pénalités de retard	19
16.2 Réfaction	19
16.3 Pénalités pour non-respect de la clause sociale	19
ARTICLE 17 - PRIX DU MARCHE	19
17.1/ Contenu des prix	19
17.2/ Forme des prix	20
17.3/ Révision des prix	20
ARTICLE 18 - MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION	20
18.1/ Facturation	20
18.2/ Modalités de paiement	21
18.3/ Délais de paiement	21
18.4/ Avance, acomptes et nantissement	22
ARTICLE 19 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE	22
19.1/ Assurance	22
19.2/ Justificatifs sociaux	23
19.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché	23
19.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire	23
19.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	23
ARTICLE 20 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE	24
ARTICLE 21 - RESILIATION	24
ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE	24
ARTICLE 23 - DIFFERENDS ET LITIGES	25
ARTICLE 24 - DEROGATIONS	25

ANNEXE 1 : Annexe sur le traitement des données à caractère personnel

PREAMBULE

Dans le présent cahier des clauses particulières (CCP) et de son annexe :

- Le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche est désigné sous l'appellation « le ministère »
- L'Association Prévoyance Collective (APC), en tant que délégataire de service public est désignée sous l'appellation « le délégataire »
- L'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations est désignée sous l'appellation « le titulaire » ou « le prestataire ».

CONTEXTE

I – Dispositif

La loi du 5 janvier 2005 relative à la situation des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat a institué, en son article 3, un régime additionnel de retraite obligatoire, applicable à compter du 1^{er} septembre 2005, en faveur des maîtres exerçant dans les établissements d'enseignement privés y compris agricoles, liés à l'Etat par contrat.

Le décret n° 2005-1233 du 30 septembre 2005 relatif au régime additionnel de retraite des personnels enseignants et de documentation mentionnés aux articles L. 914-1 du code de l'éducation et L. 813-8 du code rural, pris pour son application, prévoit le versement, à compter du 1^{er} septembre 2005, d'un supplément de retraite égal à une fraction du montant des sommes perçues au titre des avantages temporaires de retraite, du régime général de la sécurité sociale ou du régime des assurances agricoles et des régimes de retraite complémentaire pour les services effectués dans l'enseignement privé sous contrat.

Depuis le 1^{er} septembre 2010, la somme versée au titre du régime additionnel de retraite peut comprendre deux fractions des sommes perçues au titre de l'ensemble des régimes de retraite détenus au regard des périodes au cours desquelles les services ont été effectués.

L'arrêté du 28 juillet 2006, pris pour application du décret du 30 septembre 2005 précité, définit notamment le taux de cotisation applicable et les modalités de présentation de la demande d'admission au bénéfice du régime additionnel de retraite.

En application des textes rappelés ci-dessus, les maîtres exerçant leur activité dans les établissements d'enseignement privé sous contrat remplissant les conditions d'attribution, bénéficient de ce régime additionnel.

La gestion du régime est confiée à l'APC dans le cadre d'une délégation de service public, conformément à l'article 10 du décret du 30 septembre 2005 précité. Il est à noter que la délégation de service public est régie par une convention d'objectifs et de gestion, conclue pour une durée de cinq ans, prorogeable pour une durée d'une année. Si le ministère décide de changer de délégataire, le titulaire du marché en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le décret n°2025-246 du 17 mars 2025 est venu codifier les dispositions du décret n°2005-1233 dans le code de l'éducation. Le comité de participation à la gestion du régime, chargé de la surveillance du régime, fonctionne selon les modalités prévues aux articles R. 914-99-2, R. 914-99-3 et R. 914-99-4 du code de l'éducation et se réunit annuellement depuis 2008.

L'article R. 914-99-6 du même code prévoit qu'un actuair indépendant de l'organisme gestionnaire du régime établit chaque année un rapport relatif à l'équilibre financier du régime. Ce rapport est présenté pour approbation au comité de participation.

Sur l'ensemble de la période couverte par le marché, les futures projections actuarielles du régime devront prendre en compte, le cas échéant, toute réforme des retraites ou les conséquences que des projets de réforme pourront avoir sur les projections, notamment s'agissant des hypothèses d'évolution des populations d'actifs cotisants et des pensionnés ainsi que les flux financiers futurs entre le régime et le système de retraite qui pourrait alors être proposé.

II - Bilan du régime additionnel de retraite en 2023

● Gestion des cotisations

Le régime additionnel de retraite est un régime autoalimenté, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005. Le taux de cotisation relatif au régime additionnel de retraite est fixé, par l'arrêté du 28 juillet 2006 précité, à 1 % tant pour la part patronale que pour la part salariale. Afin de garantir l'équilibre financier du régime, l'arrêté du 3 juin 2024 est venu modifier le taux de cotisation pour atteindre progressivement 1,5 % tant pour la part patronale que pour la part salariale en 2027.

Depuis le 1^{er} février 2007, les cotisations patronales et salariales sont encaissées directement par le délégataire et représentent en 2023 un montant de 99 023 206 €, pour une population de 118 694 cotisants.

● Nombre d'allocataires

En 2023, 66 852 allocataires ont perçu une pension pour un montant de prestations versées de 116 007 235 euros, soit un montant moyen annuel d'allocation d'environ 1 735 euros par allocataire.

III - Situation du régime additionnel de retraite

Les rapports annuels relatifs aux engagements financiers du régime additionnel de retraite des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat, réalisés dans le cadre du précédent marché, ont souligné le caractère fortement déséquilibré de ce dernier.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation du rapport annuel relatif à l'équilibre financier du régime additionnel de retraite des maîtres de l'enseignement privé et de prestations de formation à destination des membres du comité de participation, pour le ministère chargé de l'éducation nationale.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le ministère fait seul foi :

- L'acte d'engagement et son annexe 1 portant « Bordereau de prix » ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe sur le traitement des données à caractère personnel
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre du titulaire et ses éventuelles annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE

3.1/ Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

3.2/ Forme et montant du marché

Le présent marché prend la forme d'un marché simple avec un montant maximum strictement inférieur à 143 000 € HT sur toute sa durée.

3.3/ Procédure

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des dispositions des articles L. 2123-1-1° et R. 2123-1-1° du code de la commande publique.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée initiale de 12 mois.

Il pourra être reconduit, par tacite reconduction et par période de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

Si le ministère décide de ne pas reconduire le marché, il informe le titulaire de sa décision au plus tard un (1) mois avant la fin de validité du marché par lettre recommandée avec accusé réception ou via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

ARTICLE 5 - NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure les missions suivantes :

- Mission 1 : initialisation des prestations ;
- Mission 2 : établissement du rapport relatif à l'équilibre financier du régime pour une année civile ;
- Mission 3 : formation des membres du comité de participation.

5.1 Mission 1 : Initialisation des prestations

5.1.1 Objet

Cette mission a pour objet de permettre au titulaire de présenter son équipe et sa méthodologie au ministère et à son délégataire, et de finaliser le calendrier des prestations relatives au présent marché.

La mission 1 est une prestation unique. Elle est déclenchée une seule fois la première année du marché.

L'exécution des prestations débute à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission.

5.1.2 Description

Conformément à son offre, au cours de cette mission, le titulaire doit s'approprier :

- les enjeux,
- le périmètre, le contexte détaillé des prestations.

D'autre part, le titulaire s'engage à exécuter les prestations suivantes :

1. organiser la réunion de lancement au cours de laquelle l'équipe projet est présentée.

À compter de la date de réception de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission, le titulaire dispose d'un délai maximum de 15 jours ouvrés pour organiser cette réunion de lancement.

Le compte rendu de la réunion de lancement est établi par le titulaire.

2. présenter sa méthodologie pour le déroulement de la totalité des missions, décrivant au moins :

- le détail de chaque mission, dont le contenu de la formation ;
- les recouvrements éventuels entre les missions ;
- les outils et méthodes utilisés, compte tenu, notamment, des éléments et des données disponibles fournies par le délégataire et précisées ci-dessous :
 - le type de bénéficiaire (cotisant, radié, retraité, réservataire, orphelin, etc.) ;
 - l'identifiant universel : numéro d'inscription au répertoire (NIR) ;
 - la date de naissance ;
 - le sexe ;

- la date d'admission au régime additionnel ;
- le salaire annuel (cotisants) ;
- les années cotisées et les cotisations acquittées (séparation part salariale et part patronale) pour chacune des années cotisées ;
- la date de la dernière cotisation ;
- le grade dans l'échelle de rémunération ;
- le type de pension (droits directs, droits indirects, orphelins) ;
- la date de liquidation de la pension ;
- le type de liquidation de la pension (avantages temporaires de retraite, régime général de la sécurité sociale, mutualité sociale agricole) ;
- le taux et montant mensuel de la pension ;
- la date du décès du maître en cas de réversion ;
- la pyramide des âges des cotisants présents au 31/12/N ;
- la pyramide des âges des retraités au 31/12/N.

3. finaliser le plan d'assurance qualité (PAQ) proposé dans son offre ;

4. présenter et finaliser le planning de réalisation de la totalité des missions.

Dans le cadre de la présente mission, le ministère et/ ou son délégataire met à disposition du titulaire les documents utiles et toute information qu'il juge nécessaire pour répondre à ses questions.

5.1.3 Livrables

Conformément à son offre, le titulaire remet au ministère, les livrables suivants :

1. compte-rendu de la réunion de lancement et liste nominative de l'(des) intervenant(s) accompagnée des CV correspondant au(x) profil(s) proposé(s) dans l'offre du titulaire ;
2. méthodologie définitive ;
3. plan assurance qualité finalisé ;
4. calendrier d'intervention finalisé.

Ces documents seront validés par le ministère via l'émission d'un PV de recette.

5.1.4 Recette, livrables, délais de réception

La validation des prestations de la phase d'initialisation des prestations doit être constatée de manière expresse par le ministère à l'issue de la remise de l'ensemble des livrables de la mission 1 par le titulaire.

La recette de la mission 1 est matérialisée par l'émission d'un procès-verbal de recette définitive.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/PI, les délais d'exécution du titulaire, les délais de recette du ministère et les délais de correction éventuelle du titulaire sont les suivants :

Livrables	Délai maximum de production	Délai maximum de recette du ministère (1)	Délai de correction éventuelle du titulaire (2)
1 Compte rendu de la réunion et liste nominative du ou des intervenant(s)	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	2 jours ouvrés

2 Version définitive de la méthodologie	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	2 jours ouvrés
3 PAQ finalisé	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	2 jours ouvrés
4 Planning d'intervention finalisé	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	2 jours ouvrés

(1) à compter de la livraison effectuée par le titulaire.

(2) à compter de l'envoi des remarques, par le ministère, à prendre en compte par le titulaire

Tout dépassement de délai est passible des pénalités de retard prévues à l'article 16 du présent CCP.

En cas de non validation de l'ensemble des livrables de la mission 1, le marché peut être résilié (cf. article 21 du présent CCP).

5.2 Mission 2 : Etablissement du rapport relatif à l'équilibre financier du régime pour une année civile

5.2.1 Objet

Cette mission a pour objet de permettre au titulaire d'établir, en application de l'article R. 914-99-6 du code de l'éducation, un rapport relatif à l'équilibre financier du régime pour une année civile.

L'exécution des prestations débute à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission.

5.2.2 Description

Conformément à son offre, le titulaire s'engage à exécuter les prestations suivantes :

1/ Etablir pour chacune des années considérées et, avant la réunion annuelle du comité de participation à la gestion du régime additionnel de retraite qui a lieu généralement au mois de novembre, un rapport annuel relatif à l'équilibre financier de ce régime.

Le rapport doit présenter une analyse des conditions dans lesquelles l'organisme est en mesure de faire face à ses engagements à court, moyen et long terme. Cette analyse repose notamment sur les éléments suivants :

- La situation du régime à la clôture du dernier exercice ;
- L'impact des décisions prises dans le passé sur les paramètres techniques du régime notamment, la fixation des taux de cotisation, l'encaissement de ressources nouvelles, la revalorisation et les conditions de réversibilité des pensions ;
- La rentabilité des actifs du régime ;
- Les prévisions en matière d'environnement économique général et ses implications sur la population couverte ;
- Une étude de sensibilité et d'équilibre à long terme du régime selon trois scénarios : pessimiste, optimiste et central. Le cas échéant, les études de sensibilité et d'équilibre du régime devront intégrer l'impact de modifications législatives ou réglementaires envisagées.

Le rapport précise les bases et les hypothèses de calcul retenues (hypothèses démographiques, économiques, financières, ...). Dans l'hypothèse où celles-ci diffèreraient de celles présentées l'année précédente au comité de participation à la gestion du régime, les choix opérés devront être motivés et leur impact sur les projections mesurées de manière détaillée. Pour l'établissement du rapport relatif aux équilibres du régime au 31 décembre 2024, le titulaire dispose du rapport relatif aux engagements du régime au 31 décembre 2023 présentant les hypothèses sous-tendant les études effectuées.

Dans le cadre du rapport annuel, le titulaire évalue également le ratio d'équilibre financier à long terme du régime et son ratio de couverture :

- Le ratio d'équilibre financier à long terme est défini, pour la population constituée des cotisants et bénéficiaires connus à la date de l'évaluation, comme le rapport entre :

a) la somme de la réserve de financement mentionnée à l'article R. 914-99-5 du code de l'éducation, de la valeur actualisée des ressources diverses affectées au régime et de la valeur actuelle probable des cotisations qui lui seront versées, et

b) la valeur actuelle probable des prestations qui seront versées aux bénéficiaires du régime.

- Le ratio de couverture est défini comme le rapport entre :

a) la réserve de financement mentionnée *supra*, et

b) la valeur actuelle probable des prestations qui seront versées aux bénéficiaires du régime au titre des périodes validées à la date de l'évaluation.

Ces ratios sont évalués sur la base des taux de cotisation de l'année en cours et conformément à l'article 7 de l'arrêté du 28 juillet 2006 qui prévoit que l'actuaire effectue ses calculs à partir d'une des tables de mortalité prévues au 2° du premier alinéa de l'article A. 932-3-11 du Code de la sécurité sociale, ou d'une table d'expérience, à condition que cette dernière présente des hypothèses plus prudentes que chacune des tables de mortalité. Le taux d'actualisation pour le calcul est celui prévu au premier alinéa de l'article A. 932-3-1 du Code de la sécurité sociale.

Dans le cadre du rapport annuel, le titulaire prend en compte toute évolution réglementaire concernant les indicateurs d'équilibre, les indicateurs cités *supra* étant ceux en vigueur au moment de la rédaction du présent cahier des clauses particulières.

2/ Participer à d'éventuelles réunions de cadrage visant à expliciter les besoins du ministère concernant l'élaboration du rapport. Ces réunions ont pour objectif d'aider au suivi et à la réussite de la présente mission.

3/ Présenter, dans un premier temps, son rapport détaillé au président du comité de participation à la gestion du régime additionnel de retraite, puis dans un second temps, au comité de participation à la gestion du régime additionnel de retraite.

Dans le cadre de la présente mission, le délégataire met à disposition du titulaire les documents utiles et toute information qu'il juge nécessaire pour répondre à ses questions. Le délégataire transmet **notamment** :

- Les DADSU ou les 12 DSN de l'année précédente ;
- La liste des retraités au 31/12/année n-1 en ajoutant si possible l'information des départs de l'année correspondante dans le cadre de la clause de sauvegarde ;
- La liste des dossiers en attente de liquidation au 31/12/année n-1 avec si possible la date d'effet de la liquidation.

5.2.3 Livrables

Conformément à son offre, pour la période de référence, le titulaire remet au président du comité de participation à la gestion du régime et au comité de participation à la gestion du régime au sein de l'APC, les livrables suivants au titre de chacune des années 2024, 2025, 2026 et 2027 :

1. Le rapport annuel relatif à l'équilibre financier du régime sous format papier et électronique.
2. Le(s) support(s) de présentation du rapport sous format papier et électronique.

5.2.4 Recette, livrables et délais de réception

La validation des prestations de la mission 2 doit être constatée de manière expresse par le ministère lors de chacune des livraisons définies ci-dessus, la recette définitive de la mission 2 étant prononcée à l'issue de ces phases.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/PI, les délais d'exécution, de recette du ministère et de correction éventuelle du titulaire de la mission 2 sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Livrables	Délai maximum de production	Délai maximum de recette du ministère (1)	Délai de correction éventuelle du titulaire (2)
Rapport et ses annexes relatifs à l'équilibre financier du régime pour une année civile et support(s) de présentation du rapport	Avant le 15 octobre de chaque année	15 jours ouvrés	5 jours ouvrés

(1) à compter de la livraison effectuée par le titulaire.

(2) à compter de l'envoi des remarques, par le ministère, à prendre en compte par le titulaire

En cas de non validation de l'ensemble des livrables de la mission 2, le marché peut être résilié (cf. article 21 du présent CCP).

5.3 Mission 3 : Formation à destination des membres du comité de participation

5.3.1 Objet

Cette mission a pour objet de permettre au titulaire de concevoir et d'assurer une formation sur le fonctionnement d'un régime de retraite par répartition provisionnée et les fondamentaux de l'actuariat aux membres du comité de participation.

L'exécution des prestations débute à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission.

5.3.2 Description

Trois sessions de formation sont dispensées par le titulaire dont une session lors de la 1^{ère} année d'exécution du marché, une session lors de la 3^{ème} année d'exécution du marché et une session lors de la 4^{ème} année d'exécution du marché.

Cette formation vise notamment à décrire les règles applicables en matière de retraite et le fonctionnement du régime. Elle doit aussi expliquer comment lire le rapport de l'actuaire et comprendre les différents indicateurs.

Cette formation est effectuée en mode hybride, présentiel et visioconférence, dans les locaux du titulaire ou dans les locaux du ministère sur Paris ou en région parisienne.

La durée de la formation est conforme à l'offre établie par le titulaire. Cette formation doit être au minimum d'une demi-journée.

Cette formation comprend un nombre maximum de 17 participants.

5.3.3 Livrables

Conformément à son offre, le titulaire remet les livrables suivants :

1. liste nominative du(des) formateur(s) accompagnée des CV correspondant au(x) profil(s) proposé(s) dans l'offre du titulaire ;
2. supports de formation ;
3. feuille d'émargement des participants à la formation.

Ces documents seront validés par le ministère via l'émission d'un PV de recette.

5.3.4 Recette, livrables et délais de réception

La validation des prestations de la mission 3 doit être constatée de manière expresse par le ministère lors de chacune des livraisons définies ci-dessus, la recette définitive de la mission 3 étant prononcée à l'issue de ces phases.

La recette de la mission 3 est matérialisée après chacune des trois sessions de formation par l'émission d'un procès-verbal de recette définitive.

En cas de non validation de l'ensemble des livrables de la mission 3, le marché peut être résilié (cf. article 21 du présent CCP).

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/PI, les délais de recette du ministère et les délais de correction éventuelle du titulaire sont les suivants :

Livrables	Délai maximum de production par le titulaire	Délai maximum de recette du ministère (1)	Délai de correction éventuelle du titulaire (2)
1 Liste nominative du ou des formateur(s)	6 semaines avant la date de début de chaque session de formation	5 jours ouvrés	2 jours ouvrés
2 Supports de formation	6 semaines avant la date de début de chaque session de formation	5 jours ouvrés	2 jours ouvrés
3 Feuille d'émargement des participants à la formation	5 jours ouvrés après la fin de chaque session de formation	5 jours ouvrés	2 jours ouvrés

(1) à compter de la livraison effectuée par le titulaire.

(2) à compter de l'envoi des remarques, par le ministère, à prendre en compte par le titulaire

ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les réunions pour lesquelles la présence d'un représentant du titulaire est requise ont lieu dans les locaux du ministère situés au 110 rue de Grenelle, 75 007 Paris ou dans les autres implantations du ministère sur Paris ou en région parisienne.

A l'exception des cas indiqués au CCP pour lesquels une présence du titulaire est requise dans les locaux du ministère, les autres prestations sont assurées par l'équipe du titulaire dans ses locaux.

ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DE JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)

- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L. 124-19 et L. 124-20 du code de l'éducation).
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de 150 heures, à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative du référent de l'Éducation nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

7.1 Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

A tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

7.2 Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au Ministère par le titulaire.

Le titulaire transmet également au Ministère la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le Ministère et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, le Ministère et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au Ministère, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

7.3 Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du Ministère ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au Ministère :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le Ministère au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par le Ministère, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 8 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application pour le présent marché des articles L.2112-2, L.2112-3, R.2111-4 et R.2111-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques et conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Papiers et supports imprimables :

Concernant la mission 2 « Etablissement du rapport relatif à l'équilibre financier du régime pour une année civile » et la mission 3 « Formation à destination des membres du comité de participation » le titulaire adopte une démarche écoresponsable en se conformant aux pratiques suivantes :

Le titulaire doit s'assurer de la qualité environnementale des papiers et des supports imprimables notamment sur la traçabilité de leur provenance.

À ce titre, le titulaire utilise par défaut, et sauf demande contraire expressément formulée par le bénéficiaire, des papiers et des supports imprimables écoresponsables présentant, par ordre de priorité décroissant, les caractéristiques suivantes :

- papier recyclé ;
- papier éco-labellisé ecolabel européen, NF environnement, Ange bleu ou équivalent ;
- papier certifié issu de forêt gérées durablement labellisé FSC (Forest Stewardship Council), PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes), ou équivalent.

Encres et toners :

Le titulaire doit utiliser des encres permettant de réduire l'émission de composés organiques volatiles (COV) et des poudres de toners contenant le moins de substances toxiques possible. Dans cette perspective, le titulaire privilégie les encres à base aqueuse ou des encres végétales.

D'une manière plus globale, le titulaire recourt à des produits ne contenant pas des substances dangereuses, facilitant la gestion des déchets et le recyclage.

Sobriété numérique :

Dans le cadre de l'exécution des prestations relevant du présent marché, le titulaire adopte une démarche écoresponsable en rationalisant les transferts de données (transmission des rapports etc.). A ce titre, le titulaire limite, le cas échéant, l'envoi de fichiers volumineux par e-mail à plusieurs destinataires, l'envoi non-nécessaire de mails et le stockage de versions obsolètes ou dupliquées en privilégiant la transmission d'un lien de consultation et téléchargement en lieu et place des pièces jointes.

ARTICLE 9 - OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION

La recette a pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des produits livrés.

Le titulaire remet les livrables dans le délai indiqué dans la colonne « délai maximum de production ».

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, à compter de la livraison, le ministère dispose du délai indiqué dans la colonne « délai maximum de recette du ministère » pour transmettre au titulaire des observations et/ou des demandes de correction.

A compter de la réception des observations, le titulaire dispose du délai indiqué dans la colonne « délai de correction éventuelle du titulaire » pour intégrer les observations et/ou les demandes de correction dans les livrables et les transmettre de nouveau au ministère.

Après analyse de ces corrections, le ministère peut décider :

- soit d'ajourner les prestations : le titulaire dispose à nouveau du nombre de jours indiqué dans la colonne « délai de correction éventuelle du titulaire » pour corriger les livrables et les transmettre de nouveau au ministère. Le ministère applique les pénalités à compter de la décision d'ajournement et jusqu'à remise du livrable corrigé ;
- soit de résilier le marché, conformément à l'article 21 du CCP.

Le ministère établit un procès-verbal de recette définitive lorsque l'ensemble des prestations de la mission est approuvé.

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique. Le présent CCP déroge ainsi à l'article 30 du CCAG/PI.

Tout dépassement de délai sera passible des pénalités de retard prévues à l'article 16 du CCP.

ARTICLE 10 - CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-6-1° du code de la commande publique, si le titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques (GMOE), la composition du groupement peut être modifiée dans le cas suivant :

En cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le GMOE titulaire apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au ministère l'autorisation de modifier la composition du GMOE en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du ministère, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cas où le titulaire du présent marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques, ce GMOE peut être modifié dans le cas d'une cession du marché, selon les dispositions prévues à l'article R2194-6-2° du code de la commande publique.

Le ministère se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

ARTICLE 11 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les applications soumises au présent marché et documents communiqués par le ministère au titulaire du présent marché demeurent la propriété de l'administration. Le ministère en conserve la propriété pleine et entière.

Le titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché. Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au ministère.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article L. 123-1 du code de la propriété intellectuelle, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au ministère les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier.

Dans ce cadre, le ministère se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au ministère ou à des tiers.

Le titulaire garantit au ministère le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable du ministère.

Cette clause ne s'applique pas aux méthodes propres au titulaire qui demeure propriétaire ou, le cas échéant, le concessionnaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour le ministère.

ARTICLE 12 - GARANTIE DE REVENDICATION

Le titulaire garantit qu'il possède les droits nécessaires pour réaliser les prestations et mettre à disposition ces droits au ministère.

De même, si le ministère est victime d'un trouble dans la jouissance ou dans la possession des prestations fournies, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser. Les mesures propres sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit de modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit de faire en sorte que le ministère puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

Le ministère informe dans les meilleurs délais le titulaire de toute éventuelle réclamation, litige ou procès pour contrefaçon de droit d'auteur qui pourraient être portés à sa connaissance concernant notamment les applications, progiciels utilisés, les méthodes et les documentations fournies par le titulaire.

Le titulaire s'engage à faire toutes diligences, pour assurer sa défense, et permettre au ministère pour le cas où celui-ci serait mis en cause, d'assurer la sienne, le titulaire prenant à sa charge l'intégralité des frais de la procédure, ainsi que les honoraires de ses conseils et ceux du ministère.

ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Pour l'ensemble de la prestation objet de la mission, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- répondre à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- fournir une assistance fonctionnelle et technique au ministère lors de l'exécution des missions ;
- livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés ;
- corriger tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCP.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation, il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies au présent CCP.

De la même manière, le ministère se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

ARTICLE 14 - CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS

Le ministère s'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien les prestations décrites. Le titulaire aura notamment accès à l'ensemble des éléments d'analyse nécessaires à sa mission.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent marché et assurer sa bonne fin.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

14.1 / Interlocuteur désigné par le ministère

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-PI, au plus tard 10 jours ouvrés après la date de notification du marché, le ministère désigne un correspondant technique qui assurera le suivi de l'exécution du marché et sera l'interlocuteur privilégié du titulaire.

Le ministère indique au titulaire la procédure à suivre en cas d'absence du correspondant technique du ministère.

14.3 / Interlocuteur désigné par le titulaire

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un correspondant permanent ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du présent marché, dit « chef de projet du titulaire ». Ce chef de projet a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. Il est l'interlocuteur privilégié du ministère.

14.2.1/ Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence du correspondant permanent du titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un chef de projet de remplacement.

En cas de changement de chef de projet ou de modification de son équipe, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, le titulaire doit en aviser le ministère au moins dix jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation au remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans un délai correspondant aux 10 premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si le ministère récuse le remplaçant, le titulaire dispose par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

14.2.2/ Récusation d'un intervenant par le ministère

Pendant toute la durée du marché, le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toutes personnes ne possédant pas les compétences souhaitées. Le ministère peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois averti, le titulaire doit présenter, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI sous dix (10) jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le ministère.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 16.1 du présent CCP.

14.3 / Obligations relatives au suivi financier du montant maximum

Afin de permettre au ministère de suivre l'exécution financière du présent marché, le titulaire est tenu de transmettre à l'adresse suivante saam-mission.achats3@education.gouv.fr :

- un état trimestriel de la consommation ;
- un état de la consommation à date, à la demande du ministère, dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à compter de cette demande ;
- alerter le ministère lorsque les consommations atteignent 60 % du montant maximal ci-avant ;
- participer aux réunions de suivi que le ministère organise.

Tout au long de l'exécution du marché et en référence aux obligations du titulaire précisées ci-dessus, le ministère :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- veille à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées

ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

15.1 Confidentialité

Le ministère s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tels dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à la résiliation aux torts du titulaire, prévue à l'article 39 du CCAG/PI.

15.2 Protection des données personnelles (RGPD)

Compte tenu du caractère personnel des données gérées par les prestations, l'hébergement des données doit être réalisé sur le territoire de l'Union européenne ou dans un pays au sein duquel le niveau de protection des données personnelles est totalement équivalent à celui garanti au sein de l'Union européenne, en vertu du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen.

En matière de protection des données personnelles, l'article 5.2 du CCAG-PI s'applique ainsi que l'annexe n°1 au présent document sur la protection des données à caractère personnel.

Le titulaire, en qualité de sous-traitant des données est tenu de respecter l'annexe n°1 du présent CCP sur le traitement des données à caractère personnel. Cette annexe peut être complétée en tant que de besoin conformément aux dispositions prévues à son article 3.3 p).

En cas de manquement à ces obligations, le titulaire s'expose à la résiliation aux torts du titulaire, prévue à l'article 39 du CCAG/PI.

ARTICLE 16 - PENALITES

Les pénalités et les réfections, prévues au présent article, sont cumulables, à l'exception des pénalités pour non-respect de la clause sociale.

Le montant maximum au titre de ces pénalités et réfections ne peut dépasser 10% du montant forfaitaire de la ligne de prestation correspondante au bordereau des prix, au-delà de ce seuil, le ministère se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire sans mise en demeure préalable.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat. Les pénalités et réfections sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

16.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le ministère se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 300 € HT par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG/PI, passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, le ministère peut décider de résilier le présent marché, de plein droit aux torts du titulaire, sauf si les retards sont imputables au ministère.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

16.2 Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI, le titulaire encourt une réfaction de 5% du montant HT dans les cas suivants :

- Mission 2 : Remise d'un rapport ou de supports de présentation non satisfaisants au regard des documents contractuels et du niveau de qualité attendu ;
- Mission 3 : Formation dispensée non satisfaisante, notamment en cas de supports de formation ou du niveau des intervenants insuffisants ou inadaptés au regard des documents contractuels et du niveau de qualité attendu.

La réfaction est appliquée sans mise en demeure préalable et elle est calculée sur le montant HT de la mission concernée.

16.3 Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'article 7 du présent CCP les pénalités suivantes :

- 500 € HT si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale de formation sous statut scolaire est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de ladite clause sociale.
- 50 € HT par jour ouvré de retard si, après demande du ministère, le titulaire ne transmet pas dans un délai de 10 jours ouvrés les documents suivants : la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé.
- Une pénalité (HT) égale au nombre d'heures de formation prévu par le marché et non réalisé, du fait du titulaire, multiplié par 10.

ARTICLE 17 - PRIX DU MARCHE

17.1/ Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

17.2/ Forme des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaires, conformément au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

17.3/ Révision des prix

Les prix peuvent être révisés une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[0,125 + \left(0,875 \times \frac{Syntec_m}{Syntec_0} \right) \right]$$

- P = prix révisé ;
- P_0 = prix initial à la date de remise de l'offre ;
- $Syntec_m$ = dernier indice Syntec révisé paru à la date de révision des prix ;
- $Syntec_0$ = dernier indice Syntec révisé paru au mois de remise de l'offre.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

Un mois avant la date anniversaire de notification du marché, le titulaire envoie pour acceptation sa demande au ministère comportant la formule de calcul, le taux applicable ainsi que le bordereau de prix révisé sur la base du taux retenu, à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

Le ministère dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

ARTICLE 18 - MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

18.1/ Facturation

La facturation est effectuée par le titulaire comme suit :

100% du montant de chaque mission, à la recette définitive de l'ensemble des livrables attendus, constatée par procès-verbal.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- sa domiciliation bancaire ;
- le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- les références de l'ordre de service ;
- le récapitulatif des prestations ;
- le montant de la facture, en HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement au ministère à l'adresse suivante :

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le ministère par courrier postal ou courrier électronique.

18.2/ Modalités de paiement

Suite à validation de la prestation par le ministère et à réception de la facture du titulaire à l'adresse électronique du correspondant technique du ministère, l'interlocuteur privilégié du titulaire, le ministère y appose la mention « Bon à payer », puis il retourne ce document au délégataire pour le paiement effectif du titulaire. Le délégataire se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

Le paiement des sommes s'effectue sur le budget du délégataire, gestionnaire du régime en application de l'article R. 914-99 du code de l'éducation.

Le délégataire informe le ministère des paiements effectués.

Pour la mission 1, le délégataire effectue le paiement de la mission validée par le ministère suite à la réception du procès-verbal de recette définitive.

Pour la mission 2, pour l'évaluation des engagements du régime de chacune des années 2024, 2025, 2026 et 2027 le délégataire effectue le paiement de 100% du montant de la mission 2 au titre de l'année de référence, après réception du procès-verbal de recette établi par le ministère.

Pour la mission 3, le délégataire effectue le paiement de chaque session de formation validée par le ministère, après réception du procès-verbal de recette établi par le ministère.

- L'ordonnateur chargé de l'admission des prestations, d'émettre les documents autorisant le paiement des prestations validées est :

Le ministre chargé de l'éducation nationale, son représentant ou le directeur général du délégataire.

- Le comptable assignataire des paiements est :

Le comptable du délégataire.

- La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation est :

Le ministre chargé de l'éducation nationale, son représentant ou le directeur général du délégataire.

18.3/ Délais de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

18.4/ Avance

Les dispositions relatives à l'avance sont celles prévues aux articles 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 5% est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Les modalités de calcul de l'avance sont celles fixées à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du marché.

Les modalités de remboursement de l'avance sont fixées par l'article R. 2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

18.5/ Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'acomptes pour tous les bons de commande dont le délai de réalisation est supérieur à 3 mois, dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de 3 mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Dans ce cas, le titulaire adresse au ministère une demande d'acompte correspondant au maximum à 20 % du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 20 %. Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs. Le ministère vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord. Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

18.6/ Cession ou nantissement des créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 19 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

19.1/ Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

19.2/ Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 21 du présent CCP.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

19.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché

19.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

19.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 20 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

ARTICLE 21 - RESILIATION

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En plus des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-PI, et par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, le marché peut être résilié sans mise en demeure dans les cas suivants :

- en cas de non réception des missions 1, 2 ou 3 le ministère peut décider de résilier le marché, sans mise en demeure préalable, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement ;
- à compter de 10 jours ouvrés de retard dans l'exécution des prestations, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, formalités, ni paiement d'indemnité, sauf si les retards sont imputables au ministère.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG-PI, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard dans les conditions et délais prévus au CCP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas où le titulaire déclarerait ne pas pouvoir honorer ses engagements ou lorsqu'il ne s'en acquitterait pas après mise en demeure renouvelée et restée sans effet et dans les cas visés au chapitre 7 du CCAG-PI, le ministère se réserve le droit de résilier le présent marché.

ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- de la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr) ;
- du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

ARTICLE 23 - DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal territorialement compétent

ARTICLE 24 - DEROGATIONS

Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Article 5.1.4	Recette	Article 28 du CCAG-PI
Article 5.2.4		
Article 5.3.4		
Article 9	Opération de vérification – Admission	Articles 28.2 et 30
Article 11	Propriété intellectuelle	Article 35
Article 14.1	Interlocuteur désigné par le ministère	Article 3.3
Article 14.2	Interlocuteur désigné par le titulaire	Article 3.4.3
Article 16	Pénalités	Article 14
Article 16.1	Pénalités de retard	Article 39
Article 16.2	Réfaction	Article 29.3
Article 19.1	Assurances	Article 9.2
Article 21	Résiliation	Article 39.2